



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPÉCIALE n° 35 du 25 septembre 2007

Le recueil peut être consulté :

* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 26 septembre 2007

SOMMAIRE

| | |
|---|-----|
| ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES..... | 596 |
| PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE..... | 596 |
| DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES | 596 |
| Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières | 596 |
| Décision du 24 septembre 2007 portant règlement départemental du pouvoir adjudicateur pour l'application des articles 2, 5, 7, 27 et 28 du code des marchés publics | 596 |

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Direction du développement durable et des politiques interministérielles

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Décision du 24 septembre 2007 portant règlement départemental du pouvoir adjudicateur pour l'application des articles 2, 5, 7, 27 et 28 du code des marchés publics

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 5, 7, 27 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

DECIDE

TITRE I

NIVEAU D'EVALUATION DES BESOINS

1) CAS GENERAL DES MARCHES DE FOURNITURES OU DE SERVICES

L'évaluation des besoins des services départementaux de l'Etat en Meurthe-et-Moselle est déterminée aux niveaux suivants :

A)- Chaque service déconcentré, constituant une unité fonctionnelle, et ayant reçu délégation de signature de l'ordonnateur secondaire, à savoir :

- La direction départementale de l'Équipement
- La direction départementale de l'agriculture et de la forêt
- La direction départementale des services vétérinaires
- La direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
- La direction départementale des affaires sanitaires et sociales
- L'inspection académique, direction départementale des services de l'éducation
- La direction régionale de la jeunesse et des sports pour ses activités départementales.
- La direction départementale des services fiscaux

B) les services ou groupes de services suivants, gestionnaires des crédits ordonnancés par le préfet, à savoir :

- La préfecture et les sous-préfectures
- Les services de police (DDSP, DDRG)
- La direction départementale de la protection judiciaire de la jeunesse
- Le service départemental d'architecture.
- La trésorerie générale (services du Trésor)

2) CAS PARTICULIER DES MARCHES NATIONAUX (Catégorie de marchés visés au titre II, chapitre III du CMP)

En ce qui concerne l'adhésion à un marché national, à une convention de prix ou à un groupement d'achat, les actes d'engagement local ou les conventions ou actes d'adhésion correspondants sont signés dans les conditions prévues dans ma délégation de signature aux personnes représentant le pouvoir adjudicateur.

3) CAS DES MARCHES DE TRAVAUX (article 27-II-1 du CMP)

Dans le cas de marchés de travaux, le besoin est évalué au niveau de l'opération caractérisée par une période de temps et un périmètre limités ainsi que par son unité fonctionnelle, technique ou économique.

4) CAS DES MARCHES MUTUALISES (application du titre II, chapitre III du CMP)

En ce qui concerne les fournitures de bureau, le papier à usage courant, les consommables informatiques, les travaux de nettoyage des locaux, le matériel informatique et le matériel de reprographie, les besoins sont évalués au niveau départemental. Ces besoins sont couverts soit par des marchés nationaux (cf 2° ci-dessus) soit par l'adhésion à un groupement d'achat dans les conditions prévues à l'article 7 du code des marchés publics, soit par des marchés mutualisés coordonnés au niveau du préfet.

TITRE II

ORGANISATION DE LA PUBLICITE FORMES DES MARCHES

1) DEFINITION DES PRESTATIONS ET FOURNITURES HOMOGENES POUR LES MARCHES DE FOURNITURES ET DE SERVICES (article 27 II du CMP)

La détermination des seuils permettant le choix de la procédure de marché est appréciée par une estimation globale des fournitures ou services qui peuvent être considérés comme homogènes par référence à la nomenclature définie par l'arrêté interministériel du 13 décembre 2001 (JO du 26 décembre 2001)

Toutefois, cette nomenclature peut faire l'objet d'adaptations tenant compte de la spécificité des activités des services dans une recherche de la meilleure

ouverture possible à la concurrence, sur proposition des gestionnaires et personnes représentant le pouvoir adjudicateur par délégation.

Cette nomenclature fait l'objet des adaptations suivantes :

| Famille initiale | Code | Nouvelles familles | Codes |
|---|----------------|---|--------|
| Produits d'extraction non énergétiques et produits chimiques industriels divers | 13-02 et 17-10 | Achats de sables, bétons et ciments | 13-03 |
| Peintures, vernis, adjuvants, encres d'imprimerie | 17-08 | Peinture en bâtiments | 17-11 |
| Etudes, analyses et contrôles nécessaires à la réalisation d'un ouvrage | 71.03 | Etude de programmation | 71.03 |
| | | Diagnostic sur le bâti en cas de réhabilitation | 71.05 |
| | | Prestations de topographie, lever de plans, étude de sol, reconnaissance de fondation | 71.06 |
| | | Travaux d'imprimerie et de reprographie | 71.07 |
| | | Contrôle technique en phase étude et travaux | 71.08 |
| | | Coordination sécurité et santé des travailleurs sur phase étude de travaux | 71.09 |
| Denrées alimentaires | 10.01 à 10.15 | Denrées alimentaires | 10.00 |
| Papiers et cartons en l'état | 15.02 | Papiers courants | 15.02 |
| Papiers et cartons en l'état | 15.02 | Papiers spéciaux (notamment rouleaux pour tables traçantes) | 15.021 |
| Petites fournitures de bureau | 38.01 | Timbres en caoutchouc | 38.011 |
| Nettoyage courant des locaux | 73.01 | Nettoyage régulier des locaux | 73.010 |
| | | Nettoyage occasionnel des locaux en remplacement de personnel titulaire de l'administration | 73.011 |

2) PUBLICITE DES MARCHES FORMALISES (hors procédure adaptée)

Tout projet d'appel à la concurrence concernant des marchés formalisés, quel que soit leur montant, sera soumis au visa préalable du préfet avant publication.

3) PUBLICITE DES MARCHES PASSES SUR PROCEDURE ADAPTEE (article 28 du CMP)

marchés de fournitures ou de services inférieurs à 135 000 € et de travaux inférieurs à 210 000 € HT

L'ensemble des gestionnaires de marchés, des personnes représentant le pouvoir adjudicateur désignées par mes soins, ou me représentant se conformeront aux modalités de publicité et de mise en concurrence décrites ci après :

1) Marchés inférieurs à 4 000 €

L'acheteur, en fonction de l'objet du marché et de ses connaissances pratiques du terrain estime le meilleur mode de mise en concurrence permettant la consultation simplifiée de plusieurs prestataires (par téléphone, télécopie, Internet, courrier)

- Aucune publicité préalable n'est obligatoire

- La commande est formalisée par une lettre ou un bon de commande signé par le fonctionnaire ayant reçu délégation pour le faire.

1- Marchés inférieurs à 15 000 €

L'acheteur, en fonction de l'objet du marché et de ses connaissances pratiques du terrain estime le meilleur mode de publicité et de mise en concurrence adaptés à l'objet du marché et à la concurrence dans le domaine considéré.

- La commande est formalisée par une lettre ou un bon de commande signé par le fonctionnaire ayant reçu délégation pour le faire.

IMPORTANT : Pour toute commande supérieure à 3 000€, et en application des articles L324-14 et R324-2 du code du travail, il devra être demandé au titulaire de fournir les pièces prévues à l'article R324-4 du code du travail, à savoir :

- Une attestation du respect des obligations sociales et fiscales établie par les organismes habilités

- Tout document comportant le numéro d'immatriculation du titulaire

- Une attestation sur l'honneur certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L143-3, L143-5 et L620-3 du code du travail.

2- Marchés compris entre 15 000 et 50 000 €

- Publicité adaptée à l'objet et aux caractéristiques du marché par presse écrite ou Internet, ou, si le nombre de candidats potentiels est limité, consultation écrite d'au moins trois fournisseurs.
- Commande formalisée par une lettre ou un bon de commande signé par un fonctionnaire ayant reçu délégation pour le faire.
- Archivage des pièces justifiant de la mise en concurrence et de la lettre ou du bon de commande.

3- Marchés compris entre 50 000 et 90 000 €

- Publicité adaptée à l'objet et aux caractéristiques du marché par presse écrite ou Internet, ou, si le nombre de candidats potentiels est limité, consultation écrite d'au moins trois fournisseurs.
- Consultation restreinte permettant une sélection des candidats au terme d'un délai minimum de 8 jours à partir de la publication de l'avis de parution de l'information sur Internet;
- Choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, éventuellement après négociation;
- Marché ou contrat écrit, prévoyant notamment le versement d'une avance forfaitaire et des acomptes si la durée du marché l'exige, signé par les deux parties;
- Archivage des pièces justifiant la mise en concurrence.

4- Marchés à partir de 90 000€ et inférieurs à 135.000 € pour les fournitures et services et à 210 000 € pour les travaux

- Publicité préalable d'une durée de 15 jours minimum à compter de l'envoi de l'avis dans un journal d'annonces légales;

- Sélection des candidats à consulter donnant lieu à la rédaction d'un procès-verbal
- Envoi d'une lettre ou d'un dossier de consultation aux candidats sélectionnés et d'une lettre d'information aux candidats non retenus;
- Réception, ouverture des offres et éventuellement négociations;
- Choix de l'offre économiquement la plus avantageuse justifié dans un procès-verbal
- Courrier d'information aux candidats non retenus
- Signature d'un marché ou d'un contrat écrit avec un délai de notification de 10 jours après notification aux candidats non retenus pour permettre à ces derniers d'exercer un éventuel recours.

Le présent règlement s'applique à l'ensemble des marchés et commandes qui n'auront pas encore fait l'objet d'une publicité ou d'une mise en concurrence à la date de sa publication.

Nancy, le 24 septembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

